



PREFET DE L'AUDE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Carcassonne, le 30 octobre 2014

Unité Territoriale Aude-Pyrénées Orientales  
295 chemin de Maquens – ZI la Bouriette  
11000 CARCASSONNE

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet :** - Installations classées pour la protection de l'environnement.  
- Création d'un parc éolien sur les communes de Cruscades, Villedaigne et Ornaisons (11)

**Désignations de l'exploitant :** RAZ ENERGIE 3  
82, route de Bayonne - 31300 TOULOUSE  
SIRET : 537 663 999 00010  
Installation classée n°66.6182

**Références :** Courrier préfectoral de saisine en date 30 juillet 2014

### **I- OBJET DU RAPPORT**

Par courrier visé en référence, le Préfet a transmis les rapports et documents établis à l'issue des enquêtes publiques et administratives concernant le projet en objet. Ce rapport présente donc les propositions de l'inspection des installations classées à la commission départementale de la nature des sites et des paysages.

La demande concerne l'exploitation d'un parc éolien d'une puissance de **18,4 MW**, constitué par **8 mâts** et un poste de livraison à l'Est de Lézignan-Corbières dans le département de l'Aude, sur le territoire des communes suivantes :

- Villedaigne, 3 mâts au lieu-dit « *Guichéric* »,
- Cruscades, 2 mâts au lieu-dit « *Etang de la Cardairo* »,
- Ornaisons, 3 mâts au lieu-dit « *La Costo* ».

La hauteur des mâts est de **64 m** et soumet donc les installations au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature sur les ICPE (hauteur maximale en bout de pôle de 99,50 m). Les éoliennes seront de construction ENERCON.

## **II- DESCRIPTION DE L'INSTALLATION ET DU PROJET**

### **1- Activités de la société**

RAZ ENERGIE 3 est filiale de la société RAZ ENERGIE elle-même filiale de SAMEOLE, filiale à 100 % du groupe SAMFI-INVEST, société familiale française basée dans le Calvados, au capital de 30 k€. Ces différentes sociétés sont spécialisées dans le développement et l'exploitation de parcs éoliens, la société SAMFI-INVEST ayant acquis 9 parcs éoliens pour une puissance installée de 90 MW. La maintenance sera assurée par le constructeur ENERCON, l'un des 8 principaux constructeurs mondiaux, depuis la base de maintenance de Narbonne.

### **2- Nature et implantation du projet présenté par l'exploitant**

Il s'agit d'un parc éolien constitué de 8 aérogénérateurs de 2,3 MW de puissance unitaire et d'une puissance totale installée de 18,4 MW et d'un poste de livraison réparti sur les communes de CRUSCADES, VILLEDAGNE et ORNAISONS.

Le projet est situé dans la Basse Plaine de l'Aude à proximité des villages de CRUSCADES, VILLEDAGNE et ORNAISONS, sur un secteur principalement constitué de vignes et de friches agricoles, et localisé à :

- 500 m de la RN 113,
- 120 de la voie ferrée,
- 350 m de l'Orbieu,
- 1 800 m du village de Cruscades,
- 1 200 m du village d'Ornaisons,
- 520 m de la plus proche habitation.

Le parc éolien sera constitué de :

- 8 éoliennes,
- 1 poste de livraison
- 1 réseau électrique souterrain inter éolienne,
- 1 piste de desserte
- 8 plates-formes dédiées au montage de chaque éolienne.

L'exploitant indique avoir la maîtrise foncière des parcelles prévues pour l'implantation des mâts.

Les services Météo France, du Ministère de la Défense et de l'Aviation Civile ont donné un avis favorable au projet par rapport aux perturbations possibles sur les radars et aux risques liés au survol des installations (réseau Très Basse altitude).

RTE a indiqué que la distance d'éloignement aux 2 lignes électriques 225 kV (qui traversent le parc) prévue réglementairement était respectée (101 m, soit supérieur aux 99,5 m de la hauteur hors tout). Le pétitionnaire n'a cependant pas suivi la préconisation de reculer les éoliennes à une distance de 115 m.

L'implantation a été retenue après examen de divers scénarios :

- l'implantation en une seule ligne parallèle à l'Orbieu a été retenue pour une meilleure lisibilité paysagère,
- les éoliennes au nord de la voie de chemin de fer n'ont pas été retenues pour des raisons écologiques (avifaune),
- l'éolienne la plus au sud a été supprimée en raison de la modification du périmètre autour du monument historique du Pont des Etats du Haut Languedoc à Ornaisons,
- une éolienne intermédiaire a été retirée au milieu du parc afin de laisser une voie de passage à l'avifaune,
- l'implantation retenue permet une meilleure utilisation des chemins existants (2 700 m au total à élargir et 1 500 m à créer).

Le parc éolien sera relié en souterrain au poste source EDF/RTE de Lézignan-Corbières situé à environ 4 km. Les aérogénérateurs seront constitués :

- d'un rotor à 3 pales avec arbre horizontal. Le rotor est orienté face au vent,
- d'une nacelle soutenant le rotor et contenant divers organes tels la génératrice électrique,
- d'un mât soutenant la nacelle et qui assure une bonne résistance structurelle ainsi que l'amortissement des vibrations,
- d'un transformateur individuel chargé de relever le niveau de tension de l'électricité produite. Le transformateur est intégré dans le mât de la machine,
- d'un socle enterré garantissant la stabilité au sol de l'ensemble d'un transformateur installé dans le mât de chacune des éoliennes.

Caractéristiques de chaque éolienne :

- hauteur de l'axe de rotation du rotor : 64 m
- hauteur maximale en bout de pale : 99,5 m
- couleur : blanc cassé (réglementaire)
- vitesse de rotation des pâles : 6 à 21,5 tours par minute
- vitesse de vent pour démarrage : 3 m/s
- vitesse de vent pour fonctionnement nominal : 15 m/s
- vitesse de vent d'arrêt de sécurité : 25 m/s
- vitesse de vent de coupure : 28 à 34 m/s.

Le modèle d'éolienne a été retenu pour les raisons suivantes : caractéristiques communes avec les autres parcs du secteur favorisant la création d'une base de maintenance locale, fiabilité du modèle, hauteur compatible avec le paysage local et profil acoustique favorable.

Les installations seront contrôlées à distance via un «SCADA» (Supervisory Control And Data Acquisition (télésurveillance et acquisition de données). ENERCON assure le suivi des parcs éoliens (contrat de maintenance intégrant la surveillance et l'intervention) depuis la base de Narbonne située à 8 km.

La supervision ainsi que la capacité d'intervention seront assurées 24h/24, 7j/7.

Le projet est situé dans des communes où l'implantation d'éoliennes est permise par le volet éolien du Schéma Régional Climat Air Énergie de la région Languedoc-Roussillon. Les enjeux sont classés comme forts par ce schéma dans ce secteur.

Les documents d'urbanisme des 3 communes d'implantation sont compatibles avec le projet. Les permis de construire ont été accordés sur chaque commune en date du 17 avril 2014.

### 3- Localisation précise et emprise du projet

Les installations projetées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Éolienne	Commune	Section	Parcelles	Lieu-dit	Coordonnées Lambert II Etendu		
					X (km)	Y (km)	Z (m)
E02	Ornaisons	B	34, 35, 36	La Costo	640 930	1 799 097	32,5
E03	Ornaisons	B	33	La Costo	640 995	1 799 255	32,5
E04	Ornaisons	B	51	La Costo	641 074	1 799 474	32,5
E05	Cruscades	C	105	Étang de la Cardairo	641 214	1 799 868	32,5
E06	Cruscades	C	87	Étang de la Cardairo	641 263	1 800 051	28
E07	Villedaigne	B	474, 1324	Guichéric	641 312	1 800 238	31
E08	Villedaigne	B	734, 1323	Guichéric	641 360	1 800 426	31
E09	Villedaigne	B	476	Guichéric	641 481	1 800 598	31
PL	Villedaigne	B	1323	Guichéric	641 413	1 800 574	31
citerne	Cruscades	C	94	Etang de la Cardairo			

*PL : Poste de Livraison - L'éolienne E01 a été retirée du projet en cours de procédure par le demandeur.*

#### 4- Situation administrative de l'établissement

Les installations faisant l'objet de la présente demande sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique suivante :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs : 1. comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50m	Parc éolien de 8 aérogénérateurs Hauteur de mâts : 64 m Hauteur en bout de pôle : 99,5 m Puissance unitaire maximale : 2,3 MW Puissance totale installée : 18,4 MW	A

### III- IMPACT DU PROJET

Le fonctionnement des éoliennes ne nécessite pas de consommation d'eau, n'entraîne pas de rejet dans l'eau et dans l'air, ne génère pas de quantité importante de déchets et n'est pas source de nuisance sonore si les éoliennes sont suffisamment éloignées des habitations.

D'une façon générale les impacts des éoliennes sur l'environnement sont principalement liés :

- aux perturbations possibles sur le fonctionnement des radars,
- aux modifications du paysage,
- aux effets potentiels sur l'avifaune et les chiroptères,
- aux perturbations liées à la phase travaux.

Les effets potentiels sur l'environnement sont analysés dans le chapitre suivant.

### IV- ENJEUX PRINCIPAUX DU PROJET

#### 1- Le paysage

Le projet est situé au cœur de la vaste plaine viticole de l'Aude, prévue comme bassin éolien par le plan paysager éolien audois de 2005. Les parcs éoliens sont nombreux, 72 éoliennes en fonctionnement dans un rayon de 12 km et 19 en projet.

*Les éléments d'appréciation de l'impact paysager ci-après sont extraits de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité environnementale et de la réponse du pétitionnaire.*

Le projet est en covisibilité avec plusieurs monuments historiques et sites inscrits ou classés ponctuels : le pont des Etats du Languedoc à Ornaisons, l'église St Félix de Lézignan Corbières, le Château de Saint Martin. Le pétitionnaire a supprimé du projet l'éolienne E01 suite à la modification du périmètre du monument historique du Pont des Etats du Haut Languedoc.

Le projet est situé à 5 km du canal du midi, site classé et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. La zone sensible du canal, en cours de classement, est également située à plusieurs km du projet.

Ce nouvel alignement d'éoliennes vient renforcer la présence d'éoliennes dans le paysage bien qu'il s'insère dans un large panorama qui atténue la dimension des machines et accompagne le sens des crêtes. La densification d'éoliennes dans le secteur marque la transition d'un paysage avec éoliennes à un paysage éolien. Le projet ne devrait pas affecter d'horizon encore libre d'éoliennes mais créé de nouveaux points de vue rapprochés sur des éoliennes et sa présence sur l'habitat local est forte.

#### 2- La biodiversité

l'étude écologique a été réalisée sur la base de 16 journées d'inventaire sur un cycle biologique complet pour l'avifaune et de 8 passages terrains pour les chiroptères sur les 3 périodes du cycle vital, entre 2011 et 2012.

*Les éléments d'appréciation de l'impact concernant la biodiversité ci-après sont extraits de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité environnementale et de la réponse du pétitionnaire.*

**Concernant les habitats**, le site du projet n'intersecte aucun zonage réglementaire. En revanche il recoupe partiellement le site NATURA 2000 de la Haute Vallée de l'Orbieu. La rivière borde en effet le site à l'est et sa ripisylve constitue un habitat privilégié pour de nombreuses espèces de chauves-souris et d'oiseaux. Les enjeux forts des habitats au nord de la voie ferrée sont évités par le projet (situés intégralement au sud de la voie ferrée) mais celui-ci impacte au sud une zone inondable (éolienne E06) et des fossés et talus enherbés (éolienne E08) qui représentent une sensibilité modérée à forte. La piste d'accès aux éoliennes E05 et E06 emprunte un tracé à enjeu fort le long de fossés qu'elle traverse par endroits.

Enfin il faut noter que le pétitionnaire propose des mesures compensatoires dont la pertinence devra être examinée dans le cadre d'une dérogation espèces protégées : création d'une friche viticole sur la commune de Cruscades sur une surface de 6 ha et mise en place d'un rideau de tamaris à proximité de l'Orbieu sur des parcelles suffisamment éloignées du parc éolien.

**Concernant les chiroptères**, 13 espèces sont observées sur le secteur dont certaines à enjeu fort et très fort dont le Minioptère de Shreibers, relativement fréquent sur le site. Les pipistrelles sont les plus représentées ; si elles chassent à de faibles hauteurs, ce sont des animaux qui volent en altitude et sont reconnues comme des espèces de haut vol, sensibles aux risques de collision avec les éoliennes. Le secteur est un terrain de chasse et de transit des chauve-souris (prairies, friches, haies, fossés, rideaux de tamaris, Orbieu et sa ripisylve), le complexe friches d'Olivery-étang de la Cardaïo est en particulier attractif, des corridors de déplacement étant relevés entre la ripisylve de l'Orbieu et les étangs du Nord-Est, les éoliennes E05 et E06 étant les plus proches des couloirs de vol. Enfin l'impact du projet sur la grotte de Ratapanade (site Natura 2000 à 7,5 km) est difficilement quantifiable, les mesures de régulation du parc apparaissant de nature à réduire les risques.

Concernant les chiroptères le porteur de projet s'engage à mettre en place une régulation de l'ensemble du parc sur toute l'année dès sa mise en service.

**Concernant l'avifaune**, l'étude des migrations pré et post nuptiales met en évidence des passages sur toute la zone mais le projet, parallèle aux flux migratoires identifiés, ne devrait pas constituer de barrière de déplacement même si des risques de collision subsistent. L'alouette lulu, le Pipit rousseline, l'Oedicnème criard comptent parmi les espèces les plus patrimoniales qui nichent sur le site. La pie-grièche méridionale est aussi susceptible de s'y reproduire d'après des observations réalisées en janvier (cette espèce se cantonne très tôt). Les étangs et les grands arbres qui bordent l'Orbieu sont propices à la nidification d'oiseaux qui fréquentent le site comme le Rollier d'Europe et le Milan noir nicheur effectif à proximité. Parmi les espèces à grand domaine vital observées, le Milan noir et le Circaète Jean-le-Blanc présentent les plus forts enjeux repérées par l'étude. Le projet se situe également dans l'aire d'alimentation proche du dortoir post-nuptial régulier défini au nord du projet par le Plan d'action National du faucon Crécerellette. Enfin la présence de friches et étang rend la zone attractive aux populations hivernantes même si l'outarde canepetière n'a pas été détectée.

Un dispositif d'effarouchement sonore est proposé pour les éoliennes aux extrémités E02 et E09. Le bureau d'étude n'a pas souhaité étendre ce dispositif à l'ensemble des éoliennes pour ne pas annuler l'effet bénéfique du couloir de vol de 350 m laissé entre les éoliennes E04 et E05 pour les déplacements Est-Ouest. Il a cependant accepté de prévoir un dispositif d'arrêt de ces 2 éoliennes sur détection avifaune, sachant que ce dispositif pourra être revu à l'issue de la procédure relative à la dérogation espèces protégées ou suite aux suivis de mortalité.

### **3- Les nuisances sonores**

Les premières habitations sont situées à plus de 520 m des éoliennes. L'étude acoustique a conclu au respect des émergences acoustiques pour les vents dominants de Sud-Est et de Nord-Ouest en période diurne.

En période nocturne les émergences sont respectées sauf pour les vents de plus de 7 m/s dans les 2 directions principales. Un plan de bridage de certaines éoliennes est donc proposé dans ces conditions afin de s'assurer du respect des émergences. Il s'agit d'une modification de l'inclinaison et/ou modification de la vitesse du rotor en fonction des conditions climatiques. Il sera adapté en fonction des résultats des premières mesures.

#### 4- Les risques accidentels

Les principaux risques induits par les éoliennes proviennent des risques d'effondrement, de chute ou projection de glace ou de projection de pales ou fragments de pales. Les seuls enjeux humains susceptibles d'être présents dans le rayon de 500 m autour des éoliennes sont les vignes ou chemins agricoles ainsi que le passage de la voie ferroviaire pour l'éolienne E09. *Avec le retrait de l'éolienne E01, la RD 24 n'est plus impactée.*

L'étude de dangers a été réalisée conformément au guide INERIS. Elle conclue à l'acceptabilité des risques pour les différents scénarios étudiés et rappelle que les mesures de sécurité sont intégrées dès la conception des éoliennes.

#### V- INSTRUCTION DE LA DEMANDE

##### 1- Enquête publique.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2014125-0014 du 19 mai 2014, il a été procédé, du 03 juin au 03 juillet 2014, à l'enquête publique réglementaire dans les communes :

- d'implantation du projet : Cruscades, Villedaigne, Ornaisons,
- concernées par le rayon d'enquête publique de 6 km : Bizanet, Boutenac, Canet, Lézignan-Corbières, Luc sur Orbieu, Marcorignan, Montredon-des-corbières, Narbonne, Névian, Paraza, Raissac d'Aude, Roubia, Saint-Nazaire d'Aude, Sainte-Valière et Ventenac Minervois.

Le commissaire enquêteur relève que le public a pu être informé et s'exprimer sur les 3 registres d'enquête mis à sa disposition et que les 6 lettres et 9 observations sur les registres ne remettent pas en cause le projet. Il fait état de la large concertation dont a fait preuve le projet : stand lors de la fête du village de Cruscades, bulletin d'information à la population, et tenue de 2 journées d'information le 20 octobre 2011 puis le 22 mai 2014, cette deuxième réunion étant annoncée par voie de presse et affichage dans les communes, juste avant l'enquête publique.

Les principaux points évoqués lors de l'enquête ont été les suivants :

- perte de valeur immobilière par 4 propriétaires,
- baisse possible de la fréquentation touristique,
- baisse possible de la qualité viticole,
- possibles nuisances acoustiques.

Après avoir examiné l'ensemble des observations et le mémoire en réponse du pétitionnaire, le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable** à la demande d'autorisation en l'accompagnant d'une recommandation, à savoir :

- *que les mesures de contrôle acoustiques s'effectuent au niveau des différents voisinages, pour toutes les configurations de vent et conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.*

##### 2- Avis des Conseils Municipaux

Les 3 communes d'implantation ont délibéré concernant ce projet ainsi que 7 des 15 autres communes situées dans le rayon de 6 km pour l'enquête publique.

- le conseil municipal de la commune de **Paraza** a rendu un avis **défavorable**.
- Les communes d'implantation de **Cruscades, Villedaigne et Ornaisons** ont rendu un **avis favorable** au projet,
- Les communes de **Boutenac, Ventenac en minervois, Canet d'Aude, Saint Nazaire d'Aude, Lézignan-Corbières, Luc sur orbieu**, ont rendu un **avis favorable** au projet.
- La commune de **Bizanet** n'émet **aucun avis défavorable**.

##### 3- Avis des services administratifs.

La procédure de consultation des services a été modifiée en 2012. Dorénavant (voir article R. 512-21 du Code de l'environnement) le préfet doit :

1. Communiquer, pour avis, la demande d'autorisation à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité
2. Informer les services de l'Etat chargés de l'urbanisme, de l'agriculture, de la sécurité civile, des milieux naturels et de la police de l'eau, de l'inspection du travail et l'architecte des Bâtiments de France.
3. Par ailleurs l'avis de l'Agence Régionale de Santé est sollicité au préalable dans le cadre de l'avis de l'autorité environnementale (voir article R. 122-1-1 du code de l'environnement).

Par avis du 11 décembre 2013, confirmé le 16 mai 2004, l'**INAO** émet un **avis défavorable** au projet considérant que la plaine de Lézignan est déjà fortement impactée par ce type d'installation. Il relève en particulier que les installations se situeraient au cœur de la zone agricole et naturelle des 3 communes, sur des vignes ou en bordure et qu'un tiers des parcelles concernées par les demandes sont délimitées en AOC « Corbières ».

Par avis en date du 19 décembre 2013, l'**ARS** considère qu'une **suite favorable** peut être réservée au projet, sous réserve :

- de la mise en place des prescriptions proposées par le demandeur (bridage selon les conditions climatiques),
- de la réalisation de mesures lors de la mise en service des éoliennes chez les plus proches riverains.

## **VI- ANALYSE DU DOSSIER ET DISCUSSION**

### **1 - Enquête publique et administrative**

L'enquête publique a fait ressortir :

- l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une recommandation sur la réalisation de contrôles des niveaux acoustiques,
- l'avis favorable des 3 communes d'implantation et de 6 autres communes, une commune ayant émis un avis défavorable non motivé,
- la bonne information du public concernant le projet mais une participation active modérée relevée par le commissaire enquêteur.

L'enquête administrative a fait ressortir

- l'avis favorable de l'ARS sous réserve de la mise en place des mesures de bridage proposées par l'exploitant et la réalisation de contrôles des niveaux acoustiques et le respect des niveaux sonores,
- l'avis défavorable de l'INAO en raison de la présence de l'AOC « Corbières ».

Les recommandations du commissaire enquêteur et de l'ARS peuvent être pris en compte par la réglementation existante et des prescriptions dans le projet d'arrêté ci-joint (article 8). En ce qui concerne l'avis de l'INAO, l'impact sur les vignes en tant que tel reste limité, puisque les plate-formes vont occuper une surface de 1,14 ha dont 0,73 ha occupés par les vignes. Il est vrai cependant que les éoliennes restent situées en visibilité immédiate de l'AOC et que le secteur est déjà nettement marqué par la présence d'éoliennes.

L'avis de l'autorité environnementale ne fait pas ressortir d'observation rédhibitoire au projet, plusieurs remarques sont formulées.

### **2- Analyse des impacts, des risques et des mesures compensatoires proposées**

Paysage : les éoliennes ne peuvent être effacées du paysage, elles auront donc un impact notable. Le paysage local est cependant déjà nettement marqué par la présence d'éoliennes et le projet ne viendra pas impacter de nouveaux horizons actuellement vides d'éolienne. Les hauteurs d'éoliennes respectent celles des parcs existants ainsi que les lignes de crête, dans un large panorama qui atténue la dimension des machines.

Il faut également relever que la visibilité des éoliennes depuis le canal du midi (5 km de la plus proche éolienne) sera réelle et même renforcée dans les 10 ans à venir suite aux campagnes d'abattage de platanes prévues. Ces points de vue sont cependant pour la plupart déjà marqués par des éoliennes existantes et les hauteurs des éoliennes restent à l'échelle du panorama avec un impact limité.

Concernant l'impact paysager, il convient également de se référer au soutien presque unanime des collectivités et au peu d'opposition lors de l'enquête publique et administrative (à l'exception notable de l'INAO pour l'impact sur l'AOC Corbières).

Biodiversité : le projet se situe en dehors des zonages réglementaires mais aura un impact sur l'avifaune et les chiroptères. La réduction du nombre d'éoliennes, l'implantation sur un axe parallèle aux axes de migration et la mise en place de mesures de bridage et d'effarouchement permettent de limiter cet impact. Enfin les travaux d'aménagement doivent avoir lieu entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> mars, période d'activité biologique la plus faible pour la majeure partie des espèces.

*Les mesures relatives à la protection de l'avifaune et des chiroptères sont reprises à l'article 6 du projet d'arrêté pour la phase d'exploitation et à l'article 7 pour la phase travaux. Considérant les mesures de réduction des impacts sur la biodiversité, l'inspection des installations classées a repris les propositions de l'étude d'impact et les mesures supplémentaires acceptées par le pétitionnaire, considérant que ces mesures pourront les cas échéant être renforcées ou assouplies en fonction des résultats des suivi de mortalité et par la dérogation au titre des espèces protégées. (cf. article 10 du projet d'arrêté).*

*Le pétitionnaire a accepté de mettre en place un suivi de mortalité renforcé par rapport à la proposition initiale de l'étude d'impact. Celui-ci est détaillé à l'article 6 du projet d'arrêté, sachant qu'il pourra évoluer lorsqu'un protocole national sera validé.*

Les impacts résiduels du parc éolien subsistent cependant et bien que le pétitionnaire ne l'ait pas prévu dans son étude, la DREAL lui a demandé par courrier en date du 09 octobre 2013 de déposer un dossier de demande de dérogation à la stricte protection des espèces protégées (faucon crécerelle, minioptère de Schreibers, Noctules, autres espèces de chiroptères).

Le pétitionnaire a considéré initialement que cette demande ne se justifie pas vu la fréquentation limitée du site par les espèces considérées. Le besoin d'une dérogation au titre des espèces protégées a ensuite été confirmée par la DREAL et le pétitionnaire a alors accepté de s'engager dans cette démarche dans un courrier du 15 octobre 2014. Cette procédure permettra par ailleurs d'examiner la pertinence des mesures compensatoires et de reconstitution d'habitats proposées par l'étude.

*Le projet d'arrêté préfectoral prévoit donc dans ses considérant que l'obtention d'une dérogation au titre des espèces protégées et la mise en œuvre des éventuelles mesures compensatoires soient mise en place avant la mise en service du parc éolien le cas échéant.*

Le pétitionnaire conteste ces considérant car ceux-ci pourraient lier 2 procédures indépendantes. Ces considérant ont été discutés et rédigés dans le cadre d'un groupe national et permettent de rappeler juridiquement la nécessité de la procédure de dérogation. L'inspection des installations classées a donc conservé ces considérant en adaptant légèrement leur rédaction. Les deux procédures de dérogation et d'autorisation ICPE n'étant pas liées, l'autorisation d'exploiter peut être délivrée indépendamment.

Niveaux sonores : Les modélisations acoustiques montrent que les émergences sonores réglementaires seront respectées en période diurne. Un plan de bridage sera mis en œuvre pour la période nocturne pour les vents supérieurs à 7 m/s. Comme le propose l'ARS ce plan de bridage devra être adapté en fonction des mesures de niveaux sonores qui devront être réalisées dès la mise en service du parc.

*Les prescriptions relatives à la maîtrise des nuisances sonores sont prévues à l'article 26 de l'arrêté ministériel, elles sont complétées à l'article 8 du projet d'arrêté préfectoral.*

Risques accidentels : L'étude de dangers a été conduite conformément au risque INERIS et elle conclue à l'acceptabilité du risque considérant notamment la faible présence humaine dans la zone de 500 m autour des éoliennes. Les mesures de maîtrise des risques prévues par l'arrêté ministériel et le guide INERIS devront être mises en place. Voici quelques exemples non limitatifs : détection et freinage en cas de survitesse, dispositifs de protection contre la foudre, plan de maintenance, capteurs de température et détecteurs de fumée,...

*Les prescriptions relatives à la maîtrise des risques sont prévues aux articles 22 à 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et ne sont pas reprises au projet d'arrêté préfectoral.*



## **VII- CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Considérant ce qui précède, nous proposons aux membres de la CDNPS de donner un **avis favorable** à la demande de la société RAZ ENERGIE 3 de créer et exploiter un parc éolien dans les conditions prescrites par le projet d'arrêté préfectoral ci-annexé.

Les prescriptions générales applicables aux présents aérogénérateurs de mâts supérieurs à 50m de hauteur sont édictées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation ICPE.

Le projet d'arrêté préfectoral se réfère à ces prescriptions et les complète par les mesures spécifiques au projet de la société RAZ ENERGIE 3.

Cet arrêté formalise également les mesures compensatoires proposées par l'exploitant non prévues par l'arrêté ministériel, précise le montant des garanties financières à constituer avant la mise en service de l'installation et reprend les différentes demandes qui sont ressorties lors de l'analyse du retour d'enquête.

On peut en particulier signaler :

- article 6 : mesures spécifiques « effarouchement avifaune et protection des chiroptères »
- article 7 : mesures spécifiques « phase travaux »
- article 8 : mesures spécifiques « bruit »

Ce projet permet de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

La nécessité de déposer une demande de dérogation « espèces protégées » préalablement à la réalisation de ce projet est rappelée dans les considérants de l'arrêté.

L'exploitant a donné son avis sur ce projet d'arrêté par retour de courriel en date du 17 octobre 2014. Une partie de ses demandes a pu être prise en compte, celles-ci ont été analysées dans le corps du présent rapport.